



## LE CANADA ET LES ANTILLES

Au plus fort moment de la crise financière qui étroit notre pays : de ce retrait subit de capitaux qui paralyse notre commerce, notre industrie et retarde jusqu'à de grands travaux publics, jugés cependant fort nécessaires, des villes telles que Québec, Hamilton, Toronto, ont élevé la voix et poussé comme un cri commun de ralliement.

Dans ces trois centres commerciaux, des comités se sont réunis afin d'examiner la question du commerce avec les Antilles. Développer, agrandir les relations entre les îles de cet archipel et le Canada, tel a été le but des débats soulevés, des rapports, des discours lus et prononcés au milieu de ces réunions d'hommes d'affaires du pays.

Chose singulière, l'on revient, après deux siècles, aux expériences, aux errements, commencés sous l'administration de l'intendant Talon.

C'est à l'habileté de cet homme d'état, dont la science économique et la prévoyance non-seulement relevèrent la Nouvelle-France épuisée par les guerres indiennes et de déplorables réglemens, mais créèrent, en quelques années, une prospérité jusqu'alors inconnue au Canada.

Grâce à lui, Québec devint l'arsenal des constructions navales de la colonie ; et c'est de là que partirent les premiers navires marchands qui s'en allèrent trafiquer dans les Antilles. L'intendant Talon, pour encourager la construction et le commerce avec les îles, comme on disait à l'époque, se fit lui-même un des principaux actionnaires de ces deux entreprises. Cet administrateur, élevé à l'école du grand Colbert, avait jugé d'un coup d'œil et compris à son arrivée l'importance et les avantages d'un commerce régulier entre le Canada et les Antilles.

La variété et la différence des produits entre les deux colonies, devaient forcément créer un courant naturel d'échanges.

Ces premiers rapports entre deux contrées si différentes de climat et de mœurs, se continuèrent avec succès pendant quelques années ; mais de nouvelles guerres étant survenues, toutes les ressources de la Nouvelle-France se trouvant engagées pour faire face aux malheurs qui éprouvaient alors le Canada, les relations commerciales entre ce pays et les Antilles devinrent de plus en plus rares et difficiles, puis cessèrent bientôt complètement.

Après le traité de 1763, les Anglais qui

vinrent se fixer au Canada continuèrent à commercer d'ici avec quelques îles des Antilles, les Barbade, la Jamaïque, la Trinidad, etc.

Ces rapports qui eurent une période brillante et lucrative, ont toujours depuis tendu à diminuer. Pourquoi ? Il serait difficile de le dire, car, dans les deux pays l'accroissement de la population jointe à tous les progrès réalisés, a décuplé les besoins.

Autre fait plus important d'ailleurs. Si l'on veut se donner la peine de parcourir les rapports officiels de chacune des îles formant l'archipel des Antilles, on se convaincra immédiatement que les principaux objets d'importation sous les tropiques, sont précisément les produits des contrées du nord tels que : denrées agricoles, bois de construction de tout genre, poissons, comprenant morues, hareng, maquereaux ; beurre, graisse viandes fumées, salaisons de toute sorte, farine, et cent autres articles manufacturés : vêtements, bottes, souliers, harnais, fers, outils, etc., etc.

En retour l'on obtient du rhum, de la mélasse, du sucre, de l'acajou, du cacao et de précieux bois d'ébenisterie.

Qui profite aujourd'hui des avantages d'un commerce que le Canada a créé ? les Etats-Unis. Et chose triste à dire, c'est que la plus grande partie des objets transportés aux Antilles par nos voisins, sont produits chez nous et achetés sur nos marchés.

Si nous savions nous réserver ces débouchés, nous ne donnerions point aux autres des profits que nous pouvons, avec un peu d'initiative, nous assurer nous mêmes. Notre commerce avec les Etats-Unis augmente chaque année, et cependant les bénéfices en sont peu rémunérateurs.

Pourquoi donc ne pas prendre l'archipel des Antilles comme objectif commercial, comme un marché sur lequel le bas prix de nos produits nous assurerait un incontestable monopole ?

Même raisonnement à faire concernant les républiques de l'Amérique du Sud.

Pour donner une idée de l'importance de ces divers marchés, nous dirons qu'il y a dix ans, les exportations des Etats-Unis aux Antilles Anglaises s'élevaient à \$10,638,616 ; aux Antilles Espagnoles, à \$18,203,000 ; à Mexico, à \$11,000,000 ; au Brésil, à \$5,500,000 ; à la Nouvelle Grenade et au Venezuela, à \$7,200,000 ; à Haiti et St. Domingue, à \$4,272,000. Ajoutez à cela les Antilles françaises, hollandaises, le centre Amérique, et la République Argentine, et vous aurez une idée de ce que de pareils marchés peuvent ouvrir de débouchés à

notre agriculture, à notre industrie manufacturière, forestière et à nos pêcheries.

En totalité le commerce des Etats-Unis avec les Antilles et les contrées que nous avons énumérées, s'élève, annuellement, à près de deux cent millions de piastres. Un joli chiffre comme on voit.

Les exportations et les importations canadiennes de l'année dernière, pour ces mêmes régions, atteignent \$7,773,000.

En revanche, notre commerce avec nos voisins s'accroît chaque année, et pour 1874 il est représenté par la somme de \$90,524,000.

Il y a dix ans, nous nous rappelons avoir vu arriver dans les Antilles des délégués du gouvernement canadien. Ces messieurs prirent des renseignements, demandèrent des statistiques, puis revinrent au pays où ils rédigèrent un magnifique rapport avec carte, tableaux, etc. ; c'était complet, parfait. On fut dans l'enchantement, la jubilation, parmi les commerçants, était générale. Une nouvelle ère allait s'ouvrir.

Que résulta-t-il de ce beau feu ? L'expédition à la Havane du *Napoléon III* affrété par des particuliers, et qui dans son voyage de retour sombra avec sa cargaison ; l'équipage se sauva à grand peine.

Depuis lors, aucune tentative collective n'a été faite, et le gouvernement n'a point à subventionner une ligne de vapeurs.

Ce serait, pensons-nous, chose facile cependant que d'établir entre les Antilles et le Canada des rapports de commerce avantageux aux deux pays.

Une ligne mensuelle de vapeurs, subventionnée par le gouvernement fédéral, et ayant leur port d'attache à Halifax ou à St. Jean durant l'hiver, à Québec pendant l'été, serait le plus sûr moyen de lier des relations qu'il nous importe de nous assurer au plus tôt.

D'ailleurs, ne pourrait-on s'entendre avec le gouvernement Impérial, afin de profiter de l'allocation qu'il donne en ce moment à la ligne Cunard pour transporter la malle anglaise à St. Thomas ?

Ce serait autant de trouvé pour nous.

Dans tous les cas, la crise actuelle, ayant produit un grand désordre sur les marchés, ébranlé le crédit de certaines institutions financières, par conséquent mis en péril la masse des intérêts, les cerveaux en ébullition, aussi bien que les gens d'expérience et de sang froid, ont recherché les moyens d'atténuer les effets de ces crises et d'en prévenir le retour.

On a donc songé au commerce avec les Antilles.

La pensée est excellente, et nous espérons que cette fois les personnes qui s'oc-

cuperont du projet, feront mieux qu'un voyage d'agrément dans l'archipel.

Qui peut dire la situation commerciale et maritime que nous occuperions, si le Canada, en dépit de ses revers et de ses changements, avait suivi la politique commerciale inaugurée ici par l'intendant de Louis XIV !

A. ACHINTRE.

## ECHOS DE PARTOUT

Brigham Young, le prophète des Mormons fait beaucoup parler de lui en ce moment. Dans un meeting tenu au Lac-Salé, il s'est prononcé énergiquement contre l'utilité et la liberté de l'enseignement, se basant sur ce fait, malheureusement réel, que l'instruction donnée au peuple est tout à fait insuffisante et le sera de longtemps encore, même en Amérique. Trop souvent, a-t-il dit, elle ne forme que des déclassés qui dédaignent et abandonnent les travaux de la culture ; il préfère voir les enfants, devenus hommes, demeurer aux champs pour cultiver la terre. Là, la misère ne saurait les attendre, tandis que dans les villes les gros salaires ne les mettent pas toujours à l'abri du besoin.

Les grandes forêts de la Pensylvanie viennent d'être ravagées par le feu, et si elles n'ont pas été détruites complètement, c'est grâce à d'abondantes averses qui ont duré une journée entière. Au Kansas, les cultivateurs ont eu, comme nos colons algériens, à se défendre contre d'épaisses nuées de sauterelles qui sont venues s'abattre sur les champs, les vergers, les cours, les promenades. Les habitants ont dû tout abandonner pour se livrer à la chasse du terrible destructeur qu'ils avaient d'abord essayé d'éloigner par un charivari de trompettes, de coups de fusil, de chaudronnerie, dont les sauterelles paraissent avoir un réel effroi.

L'adoption du diapason français au théâtre de Leipzig a donné l'idée à quelques Berlinoïsiens musiciens ou artistes de réclamer l'adoption pour toute l'Allemagne d'un diapason unique, différent du français, bien entendu. A ce propos, un journal de Berlin imagine de raconter à ses lecteurs que l'usage du diapason normal a été établi en France par décret, comme l'ont été les poids et mesures métriques ; que l'usage de tout autre diapason normal est puni et que l'on pousse la sévérité si loin que les orgues de barbarie et les horloges à musique venant d'Italie ou de Suisse et allant en Angleterre sont confisquées si elles ne sont pas au diapason français. De pareilles mesures peuvent être possibles dans cette vaste caserne qu'on appelle l'Allemagne prussifiée, mais en France, nous ne sommes pas assez *germain* pour obliger nos douaniers à vérifier si la boîte à musique ou l'orgue de barbarie donnent le *la* du diapason normal.

L'administration a fait le recensement des forces productives de la France pour la partie industrielle. Son relevé porte sur les années 1873 et 1874. Il ressort de ce travail que nous avons fabriqué en 1873 pour 45 millions de francs de produits céramiques ; pour 88 de verre et de glaces ; pour 100 de papier ; 52 de bougies stariques ; pour 175 de savons.